



**Conseil de Paris
Séances des 6 et 7 avril 2009**

**Intervention
Projet de décision modificative n°1 d'investissement et de fonctionnement
du Département de Paris pour l'exercice 2009**

Monsieur le Maire,

Le projet de décision modificative que vous proposez contient en germe la crise des finances publiques de la Ville de Paris qui éclatera nécessairement avant la fin de votre mandature.

Le système inflationniste que vous avez mis en place depuis votre arrivée nous conduit aujourd'hui droit dans le mur. Déjà en 2003, nous vous interpellions et vous interrogeons sur votre politique. Pour financer un programme intenable, habilement, vous insistiez et vous confirmiez régulièrement vos engagements de ne pas augmenter les taux de la fiscalité locale. Régulièrement, la presse et l'opinion publique comprenaient et traduisaient que le Maire de Paris n'augmenterait pas les impôts malgré la hausse des taxes qui corrige toutefois ces propos.

Déjà à l'époque, nous savions que ce serait les Parisiens, un jour ou l'autre, à cause de votre politique budgétaire, qui recevraient le choc des impôts. Vous l'avez annoncé pendant votre campagne de 2008, et aujourd'hui ? Aujourd'hui à quoi assistons-nous ? Aujourd'hui, la résiliation anticipée du contrat de l'eau implique des engagements financiers réciproques entre la Ville de Paris et la SAGEP, et entre la Ville de Paris et la Régie EAU DE PARIS.

La décision modificative se traduit par une augmentation des dépenses du budget de fonctionnement liée exclusivement à la réorganisation de la gestion du service public de l'eau à Paris qui vous nous avez imposé lors du Conseil de Paris de 24 novembre 2008.

Nous nous interrogeons également sur la diminution de 88 millions d'euros de votre budget d'investissement dans le cadre de votre politique budgétaire qui manque réellement de transparence, surtout lorsque l'on sait que ces 88 millions d'euros représentent 28% des recettes fiscales supplémentaires attendues cette année, 88 millions qui aurait pu être allégés d'autant sur la fiche d'impôts des parisiens.

Malgré la crise, vous multipliez les dépenses superflues. Malgré la crise, vous abondez beaucoup d'associations de subventions sans contrôle ni évaluation, ni rationalisation.

Malgré la crise, vous encouragez une explosion de la masse salariale. Malgré la crise encore, vous vous obstinez dans votre politique culturelle dispendieuse.

Je vous le dis tout net avec vraiment beaucoup de détermination : aujourd'hui, le 6 mars 2009, je peux affirmer que vous vous trompez sur l'avenir et que vous conduisez les parisiens droit dans le mur. Ce que vous annoncez n'est pas crédible. Ce que vous faites n'est pas crédible. Parce que vous refusez de couper réellement dans vos dépenses, vous êtes contraint d'augmenter de manière démesurée les impôts. Parce que vous êtes incapables de faire face à la réalité économique, vous obligez les parisiens à payer les pots cassés. Car ce sont les Parisiens qui eux, à la fin de l'année, souffriront de votre manque de rigueur. Pourquoi?

Pour financer Jean Bouin, pour financer une nouvelle pelouse à Charlety, pour financer la subvention au PSG, pour financer la remunicipalisation de l'eau qui quoi que vous dites constituera un surcoût pour les parisiens. Vous ne pouvez pas continuer ainsi. Vous devez agir, pour de vrai, et cesser cette hypocrisie.

Nous aurions aimé que vous preniez au moins la peine d'entendre nos propositions lors du Conseil de décembre. Parce que nous n'étions pas aveuglés par des considérations bassement politiciennes, nous vous avons prévenu et nous vous avons demandé d'anticiper sur les difficultés à venir. Aujourd'hui, vous avez sous-estimé l'impact de la crise et n'êtes toujours pas prêt à faire des économies importantes et pourtant nécessaires. Aujourd'hui seulement vous reconnaissez que la baisse des droits de mutation est massive. Aujourd'hui seulement vous reconnaissez la nécessité de faire des économies sans pour autant remettre en cause les priorités. Mais de quelles priorités parlez-vous Monsieur le Maire ? Vous parlez peut-être de la priorité Jean Bouin ? Ou encore de la priorité PSG ? Ou peut-être de la hausse des tarifs de stationnement ? Cela suffit. Il est temps de penser au « reste à vivre » des classes moyennes, qui constituent 75% des parisiens que vous ne cessez de contraindre. Ce sont elles les classes moyennes, l'âme de Paris, qui souffrent actuellement. Alors que tout le monde peut comprendre que le budget de Paris ne doit en aucun cas obérer le pouvoir d'achat des parisiens, tout le monde le comprend sauf vous et votre équipe.

Dois-je vous rappeler que nous avons demandé un budget modificatif pour mars lors du Conseil de décembre ? Finalement, vous nous proposez un correctif de budget. Je reconnais que cela paraît inutile quand on voit à quel point le Conseil de Paris ressemble aujourd'hui à une chambre d'enregistrement mais pourtant, dans le contexte de crise économique majeure, je pensais que nous pouvions nous unir pour construire un budget de qualité dans le respect des difficultés que connaissent actuellement les parisiens.

Nous vous donnons donc rendez-vous en juillet, pour un budget modifié obligatoirement ambitieux et à la hauteur des problèmes actuels, dans le sens de cet élan national qu'attendent nos concitoyens et dont ils vous tiendront rigueur si vous continuez dans vos errements.

Christian Saint-Etienne